

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 13/03/2021

Salle du Victor Hugo – Rue des Bleuets – 34660 COURNONTERRAL

Date de convocation : 05/03/2021

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de suffrages exprimés : 27

Présents (22) :

- ARS William,
- GIBERT Marie-Line,
- GOMMERET Eddy,
- BELKADI Patricia,
- ISERN Norbert,
- TURLAIS Karine,
- AGATI Yoann,
- MACIAS Anne,
- PONS TERME Roseline,
- OLIVIER Marc,
- VISSY Olivier,
- GACHON GARRIDO Anne,
- VIDAL Gautier,
- BRIGNARD Emilie,
- DUCOUDRAY Céline,
- MERCADIER Flavien,
- MARTINEZ Paul,

- CARNET Olivier,
- CAMBON Jean-Pierre,
- LIGIER Marion,
- DELAGNES Jean-Luc,
- VALETTE Sylvie

Absents représentés (5) :

- DELMAS Olivier : pouvoir à ARS William
- SOLACROUP Geneviève : pouvoir à TURLAIS Karine
- CHAZERAND AZOULAY Ariane : pouvoir à Marie-Line GIBERT
- SAVARD Julien : pouvoir à CARNET Olivier
- PANTHENE Jean-Pierre : pouvoir à Marion LIGIER

Absent non représenté (2) :

- TALIERCIO Paul,
- GAVEN Patrick,

Secrétaire de séance : Norbert ISERN

DELIBERATION N°D2021-09 – SOUMISSION DES DIVISIONS FONCIERES A DECLARATION PREALABLE EN ZONE A ET N DU PLU

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'en application de l'article L.111-5-2 du code de l'urbanisme « Dans les parties de commune nécessitant une protection particulière en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, le conseil municipal peut décider, par délibération motivée, de soumettre, à l'intérieur de zones qu'il délimite, à la déclaration préalable prévue par l'article L.421-4, les divisions volontaires, en propriété ou en jouissance, d'une propriété foncière, par ventes ou locations simultanées ou successives qui ne sont pas soumises à un permis d'aménagement.

L'autorité compétente peut s'opposer à la division si celle-ci, par son importance, le nombre de lots ou les travaux qu'elle implique est de nature à compromettre gravement le caractère naturel des espaces, la qualité des paysages ou le maintien des équilibres biologiques.

Lorsqu'une vente ou une location a été effectuée en violation des dispositions du présent article, l'autorité compétente peut demander à l'autorité judiciaire de constater la nullité de l'acte. L'action en nullité se prescrit par cinq ans à compter de la publication de l'acte ayant effectué la division.


Par conséquent, il est proposé au Conseil de soumettre les zones A et N du PLU à la procédure de contrôle prévue à l'article L.111-5-2 du Code de l'Urbanisme, compte tenu :

- de la pression foncière croissante due notamment à la proximité de la métropole et de l'implantation du futur lycée en 2024 ;

- de la cabanisation sauvage persistante malgré les efforts conjoints Mairie / Métropole / DDTM / SAFER / Préfecture ;

Envoyé en préfecture le 19/03/2021

Reçu en préfecture le 19/03/2021

Affiché le 19/03/2021 

ID : 034-213400880-20210313-D2021_09-DE

- de l'intérêt de la procédure dans la préservation des espaces naturels, de la qualité des paysages et de la préservation des sites, dans la mesure où Cournonterral, avec ses 2864 hectares est marquée par un développement résidentiel de type péri urbain important.

LE CONSEIL :

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

APPROUVE en leur entier les propositions qui lui sont faites.

FAIT ET DELIBERE A COURNONTERRAL, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

William ARS

